Le Timor Leste

Dates et repères

Interventions de Stéphane Dovert (spécialiste de l'Asie du Sud Est), Carlos Semedo (président de l'association France-Timor Leste) et Frédéric Durand (géographe, association France Timor Leste)

- Le Timor est peuplé depuis plus de 40 000 ans (on a retrouvé des peintures datant de cette époque dans des grottes).
- 1512 : arrivée des Portugais.

Jusqu'à la fin du 19^{ème} siècle les peuples et royaumes timorais ont continué à exister comme avant. La présence européenne se limitait à quelques missionnaires et commerçants (bois de santal) et militaires (protéger les commerçants...). Donc une présence irrégulière, avec quelques velléités anglaises et françaises.

Une règle fut établie au 19^{ème} siècle : celui qui se dit propriétaire d'une terre doit l'administrer effectivement. Alors sont venues des campagnes de pacification, une militarisation du territoire vers 1910 jusqu'à la délimitation d'une frontière avec les Hollandais. Quelques révoltes se terminent par la victoire des Portugais.

Les Européens ont alors joué sur la division du Timor : 21 langues différente et plus de 35 dialectes.

- Début de la 2^{nde} guerre mondiale : jusqu'en 1942, l'île reste en dehors du conflit grâce à la neutralité de Salazar au Portugal (qui cherchait ainsi à protéger son empire).
- En 1942, l'Australie envoie un corps expéditionnaire (pour se sanctuariser en laissant la guerre se dérouler dans les îles extérieures). Le Japon en tire prétexte pour envahir l'île et l'occuper.
 L'occupation violente des japonais fait 40 000 morts (et autres exactions habituelles des occupations japonaises de l'époque).
- 1945 : Retour des portugais jusqu'à la Révolution des Œillets du 25 avril 1974 qui a pour source principale le ras le bol des guerres coloniales. Toutes les colonies portugaises, sauf Macao, ont alors vocation à devenir indépendantes. Le Portugal n'a cependant pas su (voulu) piloter sa décolonisation et dès le départ, l'Indonésie a profité des clivages timorais et de la faiblesse de l'Etat portugais sur place pour déstabiliser le pays et finalement l'envahir en 1975.
- 1975-1999 : occupation du Timor par l'Indonésie.

La résistance à l'envahisseur a connu plusieurs phases et plusieurs aspects.

- Tout d'abord, l'ensemble du peuple a refusé l'invasion et fui dans les montagnes. De nombreuses familles (comme celle d'Ego Lemos) ne pouvant survivre indéfiniment dans la jungle sont ensuite revenues en ville.
- Résistance spécifique de l'Eglise catholique dont les effectifs ont été multipliés pendant l'occupation (de 25 à 95 % de la population) après une lente diffusion dans les îles de la Sonde entre le XVIème et le XXème siècle. Les conversions massives sont en partie dues à l'obligation de choisir une religion en Indonésie. La hiérarchie catholique a notamment défendu les animistes en affirmant que l'Etat ne devrait pas imposer une religion.
- Résistance « de nuit » dans les villes de la part de Timorais faisant mine de collaborer dans la journée.
- Résistance des étudiants partis en Indonésie
- Résistance « diplomatique » tardive soutenue par des associations dans des pays comme la France.

De 1975 à 1978, 150 000 à 200 000 personnes (près d'1/3 de la population) trouvent la mort en raison en particulier de la brutalité de l'armée qui ne considérait pas les Timorais comme des êtres humains. A l'époque, chaque pays avait de bonnes raisons pour ne pas intervenir et s'opposer à l'invasion. La France de Giscard vendait des armes à l'Indonésie... armes qui ont servi au Timor. Mitterrand s'indignait avant d'être élu. Il en va de même, en Suède, pour Olof Palme qui lui non plus n'a rien fait une fois élu.

Dans le contexte de guerre froide, les États Unis et l'Australie avaient intérêt à pousser les indonésiens à résister au « communisme » (dont on taxait les indépendantistes).

Les sociétés civiles ne s'exprimaient pas car aucune information ne filtrait, le Timor étant un territoire où personne n'entrait ni ne sortait. La résistance était sans moyen de communication, les rares leaders de la résistance à l'extérieur étaient menacés et parfois retournés. José Ramos Horta ne fut même pas reçu officiellement en France.

Une prise de conscience internationale a commencé à se développer suite au massacre de Santa Cruz (ou Dili) en 1991 qui a fait plus de 500 morts parmi des manifestants pacifiques. Dans les années 90, la résistance devient plus visible. Des films montrent que les Timorais (jeunes surtout) n'acceptent pas l'occupation, montrent la violence. Cela permet de développer une empathie des sociétés civiles et de porter la candidature de 2 Timorais au prix Nobel de la paix : l'évêque de Dili et Jose Ramos Horta alors en prison. On découvre une résistance qui avait des principes car ne s'attaquait pas aux civils indonésiens (cf.transmigrations) seulement à l'armée.

A la fin des années 90, vient s'ajouter la crise asiatique qui mène au référendum de 1999. Malgré les violences (au moins 1500 morts), 80% des Timorais votent contre le statut spécial à l'intérieur de l'Indonésie. L'ONU organise alors une force internationale qui vient remplacer l'armée indonésienne qui a laissé faire toutes ces exactions et se retire en détruisant systématiquement les bâtiments publics et infrastructures (70 à 80 % de ces bâtiments sont détruits). Des milliers de civils sont poussés à quitter le pays en direction du Timor occidental.

L'ONU supervise la transition vers l'indépendance jusqu'à l'accession au pouvoir de Xanana Gusmao. Le Timor Leste devient alors le 192^{ème} état de l'ONU.

Depuis 2002

Passée la phase de terre brûlée, l'aide humanitaire a montré son utilité, mais on entend toujours des discours disant que le pays n'est pas viable, n'a pas d'histoire, est en situation d'échec, et n'aurait pas dû obtenir son indépendance.

Les experts de l'ONU ont commis beaucoup d'erreurs : se tourner vers futur, ignorer le passé. Beaucoup avaient une approche néolibérale: faire un fonds pour dépenser le moins possible des ressources du pétrole, laisser faire le privé...

Les Timorais espéraient que l'indépendance apporterait un mieux-vivre... mais ne voyaient rien venir (même écoles), et ceci jusqu'en 2006-2007 où a éclaté une grave crise dont la communauté internationale est en partie responsable.

Aujourd'hui, on dit souvent que le Timor Leste est le pays le plus pauvre d'Asie, mais on utilise les statistiques non pétrolières.

Selon Frédéric Durand, le Timor peut faire beaucoup mieux que devenir un pays développé (avec le mode de vie non durable qui nous caractérise). Le Timor peut donner un exemple au monde en montrant que d'autres modes de vie sont possibles, en abordant autrement les projets de société (à la manière d'un Ego Lemos). Le Timor est sans doute le pays d'Asie qui a aujourd'hui la constitution la plus démocratique et avancée : pourcentage de femmes au pouvoir, respect des minorités.

Des taches dans cette indépendance : aucun Indonésien n'a été sanctionné pour les crimes commis. Les seuls qui ont été condamnés sont des Timorais (réhabilités depuis).

En Indonésie, même si beaucoup de jeunes veulent que les criminels soient traduits en justice, aucun officier de haut rang ne l'a été malgré le tribunal "superficiel" créé pour donner l'impression à l'étranger que l'Indonésie fait quelque chose. Même avec Joko Widodo, il sera sans doute difficile de condamner les militaires car il y en a beaucoup dans son entourage.

Selon Ego Lemos, les Timorais n'en veulent pas au peuple indonésien, lui aussi victime des gouvernements de l'époque. Mais une vraie réconciliation entre les 2 peuples exigerait que le gouvernement indonésien reconnaisse ses torts. Certains leaders voudraient oublier le passé, mais Ego pense que ce n'est pas bon : il faut garder la mémoire.

La politique linguistique :

Dans la constitution du Timor, 2 langues officielles tetum, portugais), 2 langues de travail (anglais, indonésien) et 20 langues reconnues.

La priorité à l'indépendance était de bâtir une langue nationale indépendante de l'indonésien, former des enseignants. L'Institut linguistique enrichit continuellement cette langue, mais le Timor a aussi besoin de langues plus internationales pour les relations avec les autres pays. Depuis juillet le Timor préside la communauté des pays de langue portugaise.

(comme les Indonésiens, les Timorais sont de plus en plus multilingues entre leur langue maternelle et les langues officielles enseignées à l'école).